

# Lettre d'information Paris I/IV n° 150

## **SOMMAIRE**

### **1. Après la manifestation du 16 mai, continuons à nous organiser et préparons la manifestation du samedi 2 juin !**

- 1.1 : Communiqué de la FSE Paris du 15 mai
- 1.2 : Bilan de la manifestation du 16 mai
- 1.3 : Appel de l'Assemblée générale du 16 mai qui s'est tenue après la manifestation
- 1.4 : Perspectives

### **2. Mobilisation à Tolbiac**

- 2.1 : Investissez vous dans les différentes commissions ! Prochaine réunion du comité de mobilisation : vendredi 25 mai 16h
- 2.2 : Renforcement de l'arsenal répressif à Tolbiac : tribune libre d'un militant FSE

### **3. Mobilisation à la Sorbonne**

### **4. Mobilisation à Malesherbes**

- 4.1 : Bilan de la réunion du mercredi 16 mai
- 4.2 : Tract d'appel à la prochaine réunion du jeudi 24 mai 17h30

### **5. Mobilisation dans les autres universités**

### **6. Bruno Julliard, président de l'UNEF, vante les mérites de Valérie Pécresse, nouvelle ministre de l'enseignement supérieur / recherche**

### **7. Conférence de Londres : les ministres de l'éducation de l'Europe se mettent d'accord pour continuer les contre-réformes.**

### **8. Forum du syndicalisme de classe et de masse samedi 26 mai à Paris**

### **9. Face à la répression, il faut constituer un front unitaire**

- 9.1 : 4 mois ferme pour Romain ou comment "servir d'exemple"
- 9.2 : Répression féroce à Montpellier
- 9.3 : Appel pour la réunion contre la répression jeudi 24 mai 18h30

**OXYGENE-FSE : local Tolbiac B902, 01-44-07-86-92, [oxygenefse@free.fr](mailto:oxygenefse@free.fr)**

**Prochaine réunion de la FSE (ouverte à tous)  
Jeudi 24 mai à 18h30 RDV à notre local de Tolbiac**

**<http://oxygenefse.free.fr> (site local) <http://www.luttes-etudiantes.com> (site national)**

# 1. Après la manifestation du 16 mai, continuons à nous organiser et préparons la manifestation du 2 juin !

## 1.1 : Communiqué de la FSE Paris du 15 mai

### **Ce n'est qu'un début, continuons le combat !**

En appelant lundi 7 mai à des Assemblées générales à Tolbiac et à la Sorbonne, la FSE a voulu immédiatement organiser la riposte aux projets sarkozystes, en premier lieu sa loi sur les universités dont le vote pourrait avoir lieu en juillet. Mais aussi ses projets de lois sur l'immigration, sur la sécurité, sur le contrat de travail, sur le droit de grève.

**Sarkozy veut permettre aux universités de sélectionner à l'entrée, d'augmenter leurs frais d'inscription,** et de soumettre encore davantage les cursus au patronat. Nous n'attendrons pas de voir les lois votées au parlement pour nous mobiliser.

**La FSE, avec d'autres organisations de jeunesse, appelle à participer aux manifestations prévues mercredi 16 mai** et à continuer à se rassembler en Assemblées générales qui sont seules légitimes pour décider des modalités de la lutte.

**Les étudiants ne peuvent pas compter sur les syndicats institutionnels (comme l'UNEF) pour défendre leurs intérêts.** Ces organisations sont prêts à se concerter avec Sarkozy et crachent sur les étudiants qui se mobilisent aujourd'hui.

Les Assemblées de ces derniers jours ont montré une fois de plus les convergences entre les syndicalistes de lutte qu'ils soient organisés à la FSE, à SUD, à la CNT, dans les Collectifs pour une UNEF unie et démocratique, ou dans des syndicats locaux (AGEN, ...). Pour être plus fort face au « syndicalisme » d'accompagnement, nous rappelons que **la FSE est pour la création d'une nouvelle organisation syndicale étudiante qui regrouperait l'ensemble des syndicalistes de lutte et des étudiants aujourd'hui non syndiqués.**

**La FSE dénonce les violences policières** qui se multiplient dangereusement, **les condamnations plus lourdes que jamais** contre les manifestants.

La jeunesse ne doit pas rester isolée. C'est un mouvement d'ensemble qu'il faut construire. Un mouvement vers la grève générale qui seule pourra venir à bout de la politique patronale, autoritaire et raciste de Sarkozy. **La position de la FSE est claire : on ne se concerte pas avec l'ennemi de classe, on le combat.**

## 1.2 : Bilan de la manifestation du 16 mai

Alors que la manifestation n'était appelée que par de petites organisations de jeunesse, elle a rassemblé environ 2000 / 2500 manifestants, avec des cortèges de Tolbiac, Sorbonne, Nanterre. C'est d'autant plus significatif que nous sommes en pleine période de révisions des partiels de fin d'année.

Ci-dessous des dépêches de presse sur les manifestations à Paris et en province :

### **Quelque 1.500 manifestants contre Nicolas Sarkozy à Paris**

PARIS (AP) - Environ 1.500 personnes, selon la police, répondant à des organisations étudiantes d'extrême gauche ont manifesté mercredi après-midi à Paris pour dénoncer Nicolas Sarkozy et ses projets politiques, le jour de son installation à l'Élysée.

La manifestation a rassemblé 2.500 personnes selon les organisateurs. Peu après 18h30, les forces de l'ordre ont repoussé quelques dizaines de jeunes qui bloquaient la circulation depuis plus d'une heure sur la place de la

Nation, alors que la plupart des manifestants s'étaient dispersés. Elles ont procédé à une dizaine d'interpellations, a-t-on constaté sur place.

Partis peu après 15h de la place de la Bastille, les manifestants ont défilé dans le calme jusqu'à la place de la Nation.

Le syndicat Sud-Etudiants, les Jeunesses communistes révolutionnaires (JCR) ou encore la CNT (syndicat anarchiste) étaient à l'origine de cette manifestation qui a été autorisée par la préfecture de police et s'est déroulée sous haute surveillance des forces de l'ordre, toutefois discrètes.

"Sarkozy racaille!" ou encore "Qui sème la misère récolte la colère! Sarkozy au Kärcher!", ont scandé les manifestants défilant derrière une banderole sur laquelle on pouvait lire: "Précarité, racisme, répression. Contre la régression sociale, organisons la riposte". Environ 400 personnes, selon la police, ont défilé à Lyon. Une manifestation avait également lieu à Toulouse.

"Une opposition sociale et politique est en train de se former, et prépare la riposte nécessaire" au "projet de régression sociale porté par Nicolas Sarkozy", ont déclaré dans un communiqué commun Alternative Libertaire (AL), la Confédération Nationale du Travail (CNT), la Fédération Syndicale Etudiante (FSE), les Jeunesses Communistes Révolutionnaires (JCR), le Mouvement des Jeunes Communistes de France (MJCF) et SUD-Etudiants.

"Nous pensons qu'il est de la responsabilité des organisations politiques, syndicales et associatives de préparer la résistance sociale. C'est pourquoi nous les invitons à une réunion unitaire le mardi 22 mai à 19h à la Bourse du Travail de Paris, pour discuter de la perspective d'une grande manifestation", ajoute le communiqué. AP

## **Lyon : plusieurs centaines de jeunes à une manifestation anti-Sarkozy**

Plusieurs centaines de jeunes - 400 selon la police - manifestaient mercredi en fin d'après-midi dans les rues du centre-ville de Lyon contre les projets politiques de Nicolas Sarkozy, entré en fonction dans la matinée, a constaté un journaliste de l'AFP.

Rassemblés derrière une banderole proclamant "amnistie pour tous les inculpés, pas touche à nos acquis, pas touche à nos libertés", en référence notamment aux dizaines d'interpellés lors des manifestations anti-Sarkozy consécutives au 6 mai, les jeunes répondaient à un appel lancé en assemblée générale la semaine dernière à l'université Lyon II-Louis Lumière.

Des tambours rythmaient la marche du cortège, parti peu après 18H00 de l'Hôtel de ville, en direction de la place Bellecour, puis de la place Jean-Macé en passant par les universités.

Une manifestation parallèle, réunissant entre 40 et 50 personnes, déguisés en jupe à carreaux écossais pour les filles et en costards-cravate pour les garçons, détournait certains slogans pour parodier la droite.

"Le tiers-monde est une merde, écrasons-lui la gueule", "nos profits valent plus que leur vie", ou "à droite, on ne veut rien, on a déjà tout", pouvait-on lire sur des banderoles.

Une autre, proclamant "aujourd'hui, Guy Môquet serait un jeune de l'UMP", faisait référence au jeune résistant communiste, fusillé par les Allemands en 1941, et dont la lettre d'adieux à sa famille sera désormais lue à chaque rentrée scolaire aux lycéens, selon le vœu du nouveau président de la République Nicolas Sarkozy.

Un millier d'étudiants anti-Sarkozy avaient manifesté un peu plus tôt dans l'après-midi à Paris.

## **Manifestation anti-Sarkozy dans le centre de Toulouse**

Quelque 300 personnes ont commencé à défiler mercredi à partir de 18H30 dans le centre de Toulouse à l'appel d'un collectif d'organisations de jeunesse qui entendent s'"opposer à Nicolas Sarkozy et à son projet", a constaté un journaliste de l'AFP. Après un rassemblement place du Capitole, les manifestants ont entamé une marche dans les rue du centre-ville derrière une banderole disant "Expulsions, précarité, licenciements, contre la casse sociale, organisons la résistance". Le collectif rassemble notamment le syndicat étudiant Aget-FSE, la Jeunesse communiste révolutionnaire, le mouvement des jeunes communistes de France, Sud-étudiant et a obtenu le soutien du mouvement Solidaires 31 et de la LCR. Il entend par cette manifestation le jour de l'investiture de Nicolas Sarkozy "faire le premier pas dans la construction de la résistance face aux propositions déjà faites par le président élu", a expliqué lors d'un point de presse Hegoa, la porte-parole du collectif. Les manifestants, qui scandent "Sarko facho" ou "partage des richesses, partage du temps de travail", exigent notamment l'arrêt des expulsions et la régularisation des sans-papiers, et disent "non à la sélection et à l'augmentation des frais d'inscription à l'université". Un millier d'étudiants anti-Sarkozy avaient manifesté un peu plus tôt dans l'après-

midi à Paris. Et plusieurs centaines de jeunes anti-Sarkozy avaient également manifesté en fin d'après midi à Lyon.

## **Deuxième manifestation anti-Sarkozy de la soirée à Toulouse**

Environ 150 manifestants hostiles au président de la République Nicolas Sarkozy se sont rassemblés mercredi à partir de 21H00 place du Capitole à Toulouse, a constaté un journaliste de l'AFP. Il s'agit de la deuxième manifestation de ce type à Toulouse mercredi. Les manifestants, assis ou debout, sans banderoles et drapeaux, ont scandé brièvement le slogan "Sarko, facho, le peuple aura ta peau". Selon la police, ils seraient proches de la mouvance anarchiste. Trois heures auparavant, à l'appel d'un collectif d'organisations étudiantes d'extrême-gauche, environ 300 personnes ont défilé dans le centre-ville pour s'opposer à Nicolas Sarkozy et à son projet". Ils ont notamment exigé l'arrêt des expulsions et la régularisation des sans-papiers. Les manifestants ont aussi dénoncé "la sélection et l'augmentation des frais d'inscription à l'université".

## **Plusieurs centaines de manifestants anti-Sarkozy à Nantes et à Rennes**

Environ 200 personnes ont manifesté mercredi soir à Rennes contre le président de la République Nicolas Sarkozy et 500 autres se sont réunies en assemblée générale en fin d'après-midi à Nantes, ont constaté des journalistes de l'AFP. A Rennes, 200 manifestants, membres notamment de Sud étudiants et de la Fédération anarchiste, se sont rassemblés vers 19h00 dans le sud de la ville. Ils ont ensuite entrepris une marche en direction de la prison puis du centre-ville aux accents de "Police partout, justice nulle part". A Nantes, 500 militants, selon la police, se sont réunis vers 18H00 dans le centre-ville. De jeunes manifestants ont pris la parole afin de manifester leur hostilité à Nicolas Sarkozy. Au début de la soirée, 200 d'entre eux environ ont scandé le slogan "Sarko facho".

## **Manifestation anti-Sarkozy à Grenoble: sept jeunes en garde à vue**

Sept jeunes gens ont été interpellés et une jeune fille a été légèrement blessée au visage au cours d'échauffourées entre des groupes de manifestants et de casseurs et la police, dans la nuit de mercredi à jeudi à Grenoble, a-t-on appris auprès de la police. Les jeunes, interpellés pour diverses dégradations ou des outrages, étaient toujours en garde à vue jeudi matin à l'hôtel de police. Une première manifestation d'opposition à Nicolas Sarkozy à l'appel de la LCR, des alternatifs, du centre d'information inter-peuple, de la coordination iséroise des sans-papiers et d'Iran Solidarité, regroupant environ 90 personnes selon la police, s'était déroulée dans le calme en fin de journée mercredi. Puis dans la soirée, des jeunes gens se sont regroupés en centre-ville à l'appel des anarcho-libertaires pour une manifestation interdite. Alors qu'ils tentaient de rejoindre la préfecture, ils ont été repoussés par les forces de l'ordre puis se sont disséminés dans la nuit dans les rues, créant des incidents avec les policiers qui ont tiré des grenades lacrymogènes pour les disperser.

## **Manifestation anti-Sarkozy à Montpellier: huit personnes en garde à vue**

Huit personnes ont été interpellées mercredi soir à Montpellier et placées en garde à vue pour des violences et outrages envers des policiers à l'issue d'une manifestation d'opposition à Nicolas Sarkozy, a-t-on appris jeudi de source policière. La manifestation, organisée en fin d'après-midi sur la place de la Comédie à l'appel de divers mouvements d'extrême gauche, s'était déroulée dans le calme, quelque 250 personnes ayant défilé en ville avant de revenir à leur point de départ. Mais lors de la dispersion du rassemblement vers 20h00, un groupe d'une centaine de personnes, proches des mouvements anarchistes et autonomistes selon cette source, ont pris à partie une vingtaine de policiers, leur lançant insultes et cannettes de bière. Les policiers, ayant reçu des renforts, ont alors effectué plusieurs charges pour disperser les manifestants, échangeant des coups avec certains d'entre eux. Le calme est revenu après 1h30 de face à face tendu.

### **1.3 : Appel de l'Assemblée générale qui s'est tenue après la manifestation**

La FSE, qui a participé à l'AG, approuve son appel.

## APPEL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE RÉUNIE AU CICP APRÈS LA MANIFESTATION PARISIENNE DU 16 MAI

**Voté par l'AG, qui a réuni 150 personnes.**

L'Assemblée générale se félicite du succès de la manifestation qui a réuni 2 000 étudiants, jeunes, travailleurs contre le programme de régression sociale de Nicolas Sarkozy.

L'AG appelle à la poursuite de la mobilisation pour préparer la résistance sociale sans attendre :

- Contre la casse des acquis sociaux ;
- Contre la mise en cause du droit de grève ;
- Contre le contrat de travail unique qui généraliserait la précarité ;
- Contre la privatisation de l'éducation et les "pôles d'excellence" ;
- Contre l'élévation de la productivité, pour les 300 euros pour tous ;
- Contre les expulsions de sans-papiers, pour la régularisation de tous ;
- Contre la répression des jeunes qui se mobilisent, militants, manifestants, pour l'amnistie de tous.

**Il n'y a donc rien à négocier dans le programme de Sarkozy, mais il s'agit de le mettre en échec par un mouvement d'ensemble, de préparer la grève générale.**

C'est pourquoi l'AG

- appelle à une nouvelle manifestation des jeunes et des salariés le **SAMEDI 2 JUIN**, suivie d'une nouvelle Assemblée générale régionale ;

- appelle les organisations syndicales et politiques du mouvement social à se joindre à cet appel et à participer à la réunion du 22 mai 19h (Bourse du travail) ;

- appelle à la tenue d'AG et de Comités de préparation de la résistance sociale partout où c'est possible (universités, lycées, quartiers, entreprises) et à leur coordination.

### **1.4 : Perspectives**

La perspective principale est la manif du 2 juin. Nous avons deux semaines pour amplifier la mobilisation. La réunion de mardi 22 mai à la bourse du travail est importante : les organisations de jeunesse se sont adressées à l'ensemble des organisations qui veulent combattre la politique de Sarkozy pour préparer ensemble cette manifestation.

On ne peut pas discuter aimablement avec le gouvernement et le combattre. Les organisations devront choisir. La manif du 2 juin sera un test. L'enjeu est d'élargir la mobilisation au-delà de la jeunesse estudiantine.

Parallèlement, il est crucial de structurer les comités de résistance (regroupant syndiqués et non syndiqués) qui se mettent en place sur les facs. Pour décortiquer les projets de Sarkozy, pour développer les actions locales, et pour être prêt au moment où les conditions seront réunies pour en découvrir avec le gouvernement.

## **2. Mobilisation à Tolbiac**

### **2.1 : Investissez vous dans les différentes commissions ! Prochaine réunion du comité de mobilisation : vendredi 25 mai 16h**

Nous vous invitons à consulter le blog de la mobilisation à Tolbiac : <http://mobilisation-tolbiac.2007.over-blog.fr/>

Des commissions ont été mises en place. La prochaine réunion du comité aura lieu vendredi prochain à 16h. Malgré les partiels, la mobilisation continue : préparation d'actions locales, préparation de la manif du 2 juin ...

## **2.2 : Renforcement de l'arsenal répressif à Tolbiac : tribune libre d'un militant FSE**

Ainsi, après une journée et demi d'interruption des cours (mercredi 9 mai après midi et jeudi 10 mai), la présidence de Paris I a décidé de sortir l'artillerie lourde : depuis vendredi 11 mai, elle a recouru à une pléthore de vigiles privés dont la mission est d'interdire l'entrée à tout individu « louche ». Postés à l'entrée de la fac, devant les portes des amphis (donnant sur la rue), devant l'entrée du parking (au cas où les envahisseurs tenteraient un assaut par les sous-sols), ils veillent à la pacification de l'université. Il ne doit y avoir aucun grain de sable. Les cerveaux doivent recevoir une nourriture dûment estampillée sans que rien ne vienne perturber le bon déroulement des cours.

Qu'on se le dise : l'université délivre des cours à ses clients dûment munis de leur sésame – leur carte d'étudiant. Il n'est pas encore possible de faire le tri entre les bons clients (ceux qui jouent le jeu, se contentant de consommer leurs cours pour tenter de valoriser leur capital humain, et qui ne pensent à se révolter qu'au moment où quelque chose vient perturber leur consommation) et les mauvais (ceux qui aspirent encore à autre chose, ceux qui refusent cette réduction du rôle de l'université, ceux qui veulent apprendre pour réfléchir, critiquer et agir collectivement).

Pour faire oublier la grève éclair de Tolbiac, pour éviter à tout prix que cela se reproduise, l'argent qui manquait coule soudain à flot pour renforcer l'arsenal répressif. Les enseignants chercheurs qui dirigent notre université n'ont désormais plus aucun scrupule. Aussitôt la grève commencée, l'ensemble des directeurs d'UFR apposaient leur signature à un communiqué infâme approuvant par avance le président de l'université s'il demandait une intervention policière contre les grévistes. Les petits bureaucrates du Snesup Paris I déversaient toute leur haine contre nous sur le forum Internet de leur organisation (archives qu'ils ont tout récemment retiré du domaine public mais qu'on peut consulter en s'inscrivant sur leur forum : <http://list.snesup.fr/mailman/private/forum-superieur/>), pendant que Bruno Julliard (président de l'UNEF) crachait sans retenue sur les grévistes de Tolbiac.

Nous avons face à nous le gouvernement, les directions d'université, les médias qui mentent, et les bureaucrates des syndicats collaborateurs. Ils sont très bien organisés et savent s'entendre sur l'essentiel (le maintien de l'ordre). Face à eux, nous devons nous aussi nous organiser. Nous pressentons tous que la grève de Tolbiac peut annoncer pour très bientôt un conflit dur et sans merci. A nous de nous y préparer dès maintenant.

## **3. Mobilisation à la Sorbonne**

Mardi 15 mai, l'AG a réuni une centaine d'étudiants.

### **Plate forme votée en Assemblée générale à la Sorbonne le 15 mai.**

Les étudiants de la Sorbonne réunis en AG le 15 mai 2007, ont adopté la plate forme de revendications suivantes :

#### **Contre la casse de l'enseignement public :**

- Non à l'autonomisation et à la privatisation de l'université qui signifie la casse du contenu national des diplômes et la définition du contenu des enseignements par les entreprises.
- Non à la sélection des étudiants à l'entrée de la fac et du M1 par dossier et par la hausse des frais d'inscription.
- Non à la réduction du nombre de postes d'enseignants et de places au CAPES et à l'Agrégation ainsi qu'au désengagement financier de l'état dans l'éducation publique.
- Non à la mise en place des pôles d'excellence, facs d'élite pour une minorité d'étudiants riches qui condamne la majorité des étudiants à des facs poubelles, tel que cela est défini dans le Pacte pour la recherche et le rapport Hetzel.

L'AG revendique une université publique et gratuite pour tous, pour un réengagement financier de l'état à hauteur des besoins !

**Les attaques anti-sociales vont se multiplier :**

- Non à la remise en cause du droit de grève, seul moyen de défendre nos intérêts face au patronat, par le service minimum imposé et par le référendum pour casser les grèves en faisant voter les salariés non concernés par la grève.
- Non à la casse du code du travail par la multiplication des contrats précaires subventionnés, Non au contrat de travail unique, futur CPE / CNE généralisé pour tous.
- Non aux exonérations de charges sociales pour les heures supplémentaires, Non à la précarisation des conditions de travail.
- Non à la remise en cause des régimes spéciaux de retraites, Non à la privatisation et à la casse des services publics.

L'AG revendique un service public de qualité pour tous, des conditions de travail décentes : CDI pour tous, augmentation immédiate de 300 euros des salaires !

**La stigmatisation des étrangers et la chasse aux sans papiers continuent :**

- Non à l'application de la loi CESEDA et au nouveau projet de loi sur « l'immigration choisie ».
- Non aux partenariats économiques, qui sous couvert de développement, impose une politique néocolonialiste qui organise le pillage culturel, intellectuel et économique.
- Non à la création du ministère de l'identité nationale.
- Non aux rafles, détentions et expulsions de sans papiers !

**L'AG revendique la liberté de circulation pour tous ! Solidarité avec les sans papiers !  
Pour la régularisation de tous les sans papiers !**

**L'AG condamne la répression policière et judiciaire qui s'opère depuis le 6 décembre et soutient toutes les victimes :**

**Amnistie pour toutes les victimes de la répression !**

## **4. Mobilisation à Malesherbes**

### **4.1 : Bilan de la réunion du mercredi 16 mai**

Toute à l'heure donc s'est tenue la réunion publique d'information à Malesherbes, à l'appel de l'AGEPS et de la FSE. Deux représentants de chaque syndicat y étaient. Une vingtaine d'étudiants non syndiqués étaient présents.

Nous avons fait un rappel des précédentes réformes de l'université (principalement le LMD) et évoqué le rapport Hetzel, dont nous contestons les postulats et les conclusions (le texte est disponible sur [http://www.debat-universite-emploi.education.fr/fichiers\\_pdf/rapport\\_definitif.pdf](http://www.debat-universite-emploi.education.fr/fichiers_pdf/rapport_definitif.pdf) , l'analyse de la FSE sur <http://oxygenefse.free.fr/jour/novembre2006/analyse-rapport-Hetzel.doc>)

Nous avons parlé plus précisément du projet de l'UMP concernant l'université

- :
- la professionnalisation des cursus universitaires
  - l'augmentation des frais d'inscription
  - la sélection à l'entrée de l'université
  - l'augmentation des partenariats avec les entreprises privées prévues dans la fac.

Nous avons rappelé que le Président de l'université, Jean-Robert Pitte, n'avait pas attendu l'élection de N. Sarkozy pour demander ces réformes. Il prévoyait même de demander le statut de Grand établissement (comme Dauphine) si les réformes qu'il souhaitait ne passaient pas.

Plus largement, nous avons débattu du projet de société de N. Sarkozy (contrat unique, droit de grève, lois anti-immigrées,... )

Enfin nous avons parlé de la construction d'un rapport de force, par là de la grève. La question de la légitimité du blocage, de son rôle, de son utilité a été largement débattue. Pour ceux qui s'inquiéteraient, il n'est pas question de préparer la grève avant la fin de cette année ! (Pour la FSE pour des raisons techniques : elle ne prendra pas ; pour l'AGEPS pour des raisons plus fondamentales : on ne connaît pas encore exactement les lois que projette N. Sarkozy)

### **Les perspectives :**

La manifestation, qui suivait la réunion, appelée par les organisations de jeunesse (SUD, JC, JCR, FSE, CNT, UEC) ne faisait pas l'unanimité. L'AGEPS ne voulait pas appeler à cette manifestation qui dépassait le cadre strict de l'université, tout en disant qu'individuellement, les étudiants pouvaient s'y rendre de manière citoyenne. La FSE, quant à elle, appelait à cette manifestation, la pensant un moyen de canaliser les envies de rébellion, mais également en expliquant qu'une opposition globale au projet de N. Sarkozy était nécessaire, et non pas seulement à ses projets concernant l'université.

Mais surtout, nous avons décidé de la date du jeudi 24 mai 17h30 pour tenir une prochaine assemblée générale.

Nous allons faire la demande d'amphi, la salle sera précisée plus tard. Cette prochaine réunion sera appelée par les étudiants de Malesherbes, et non plus pas leurs syndicats .C'est pourquoi nous vous invitons tous à participer à la réunion de ce vendredi (18 mai) à 13h. On prendra une salle libre (il y en a beaucoup à ces heures là) mais donnons-nous rendez vous devant l'amphi 117. Cette réunion servira de préparation à celle du jeudi suivant. A savoir qu'on devra :

- rédiger un tract
- faire un planning de diffusion
- décider de l'ordre du jour de la prochaine réunion

## **4.2 : Tract d'appel à la prochaine réunion du jeudi 24 mai 17h30**

Depuis quelques années on assiste à un **désengagement financier de l'Etat** dans l'enseignement supérieur qui s'accompagne d'un processus de **privatisation** larvée de nos universités :

- En 2002 la réforme **LMD** était un premier pas vers **l'individualisation des diplômes**, avec notamment ses crédits ECTS qui permettent de mettre au même plan un module d'enseignement et un stage en entreprise. C'était un premier moyen de **s'attaquer au caractère national des diplômes**.

- En octobre 2006, suite au mouvement anti CPE, CNE, et loi sur l'égalité des chances, est publié le **rapport Hetzel** qui s'organise en trois points :

Le chantier de **l'information/orientation/sélection** pour diriger les étudiants, de préférence avec leur accord, vers les filières que demandent les dirigeants d'entreprises

Le chantier de **la professionnalisation** afin de redéfinir le contenu et l'organisation des diplômes en fonction des exigences des entreprises

Le chantier de **la restructuration de l'université** (mode de fonctionnement, statut des personnels, etc.) pour rendre les universités toujours plus autonomes.

- Les **PRES** (Pôles de Recherche et d'Enseignement Supérieur) qui visent créer des pôles d'excellence pour faire clairement une **université à deux vitesses** : les PRES et le reste.

Nicolas Sarkozy veut aller plus loin dans cette voie :

« Avant la fin de cette année, nous aurons proposé aux universités volontaires un **statut d'autonomie** leur permettant d'organiser librement leurs filières d'enseignement, de recruter leurs élèves et de recruter leurs enseignants, de **les payer comme elles l'entendent**, d'utiliser leur patrimoine, de signer des **partenariats**. »

Sur Paris IV, la situation est d'autant plus urgente que Jean-Robert Pitte, son président, n'avait pas attendu les élections pour affirmer ses vœux :

« **Il faut permettre la sélection des étudiants, augmenter les frais d'inscription, réformer la gouvernance des universités.** » avait-il affirmé dès mars dernier. » (<http://www.boivigny.com/>)

Dans la même interview, il avait déclaré :

« **Un étudiant, selon moi, n'a rien à dire sur le budget de son établissement, ni sur les programmes et les modalités de contrôle des connaissances. C'est la même chose pour les personnels administratifs d'ailleurs.** »

Prouvons lui le contraire !

- **Contre l'augmentation des frais d'inscription**
- **Contre la sélection à l'entrée de l'université**
- **Contre la professionnalisation des cursus**
- **Pour le réengagement financier de l'Etat à hauteur des besoins**

### **Assemblée Générale**

**Jeudi 24 mai à 17h30 à Malesherbes**

*Le numéro de la salle sera précisé par voie d'affichage.*

Les étudiants de Malesherbes (Ce tract est soutenu par la FSE)

## **5. Mobilisation dans les autres universités**

### **Université Paris VIII : appel à la formation de comités de base**

lundi 21 mai 2007

1° Suite à l'élection de Nicolas Sarkozy, un peu partout en France, des formes d'organisation spontanées ont pris forme : émeutes, arrêts de la circulation provoqués par plusieurs manifestations sauvages, blocages, occupations, agitation dans les établissements scolaires, assemblées générales et réunions. L'arrivée de Nicolas Sarkozy au pouvoir a provoqué un précieux état d'agitation général qu'il convient de penser dans la durée. Le mouvement a fait l'état d'une révolte latente inscrite dans plusieurs franges de la population. Un événement politique mineur : une mascarade électorale de plus, l'a fait apparaître comme force. Mais cette force, avec toutes les qualités qu'on lui a reconnues, retourne progressivement à l'état de léthargie qu'elle connaît habituellement. Ceci tient probablement du fait qu'elle est essentiellement réactive, et qu'en aucun cas (ou bien peu) elle ne se pense comme créatrice. Plutôt que de porter un projet élaboré par toutes ses composantes qui focaliserait sur lui tous nos investissements en vue de sa réalisation, elle se soumet plus volontiers au cours des choses et réagit aux principes qu'ont choisi pour elle ses prétendus représentants et la puissance et l'ancienneté des institutions. Ainsi, à l'occasion d'une réforme dans les lycées, du décès par électrocution de deux jeunes, d'une modification des conditions d'exploitation des travailleurs ou l'élection d'un président incarnant tous les abus et la violence d'une société dont l'oppression est la principale caractéristique, nous nous soulevons. Mais aussitôt la loi retirée, les vacances scolaires arrivées, tout le refoulement qu'implique cette société évacué, nous retournons à nos mornes carrières d'exploités en tout genre. C'est ce reflux qu'il s'agit maintenant d'endiguer. D'où la multiplication de nos rencontres et la nécessité qu'elles s'inscrivent dans une même orientation qu'il nous reste encore à déterminer ensemble. D'où l'impérieuse importance de chaque groupe de discussion et la collaboration étroite de chacun dans la grande lutte que nous avons à mener.

2° La condamnation du mouvement par les appareils syndicaux et partidaires PS, PC, UNEF et consort n'est pas une faiblesse. Elle marque, au contraire, le fossé qui sépare les business sociaux de la réelle appropriation de

l'espace politique. Et c'est à partir de cette donnée qu'il nous faut dorénavant composer, en ne se laissant pas récupérer par les moribondes organisations qui perpétuent l'inlassable dégradation de notre démarche politique. Nous avons remarqué que malgré les propos de Bruno Juliard qui incarne la position de l'UNEF, des militants de ce syndicat parasitent notre effort collectif en limitant les débats aux revendications toutes faites de leur organisation. Ils profitent de la mobilisation spontanée des derniers jours en la détournant vers des considérations bassement corporatistes et bêtement « étudiantes ». Ils voudraient utiliser les manifestations des derniers jours pour obtenir des réformes dont, non seulement, tout le monde se fiche, mais encore limitent clairement l'extension du mouvement. Ils empêchent également les gens qui en sont à l'origine d'y trouver leur place. Ainsi, dans des assemblées très générales, qui impliquent étudiants, mais aussi travailleurs, chômeurs et compagnie, les syndicalistes des JCR introduisent les questions du PRES et du rapport Hetzel étouffant ainsi la diversité des individualités présentes pour s'enfoncer dans le très exclusif milieu syndicaliste universitaire. L'UNEF (moitié JCR moitié MJS) clairement opposé au mouvement (comme en témoignent les déclarations de cette organisation aux médias) limitent les discussions, occupent un temps de parole primordial pour la construction d'un avenir moins sombre, d'un contre pouvoir efficace et la réalisation de nos buts politiques. Vis à vis d'eux, il faut rester vigilant, ne pas hésiter à les renvoyer des Assemblées générales, ne pas omettre ce qui nous a réellement réunis : non pas Sarkozy mais l'appareil qui permet à de tels individus de nous diriger. Non pas l'UMP, mais l'ensemble des partis politiques qui acceptent de jouer le jeu biaisé des élections. Non pas l'amour de Ségolène Royal mais la détermination à réaliser un projet politique conséquent.

3° Nous appelons donc tous les liens sociaux à se transformer en groupements politiques et à entrer en liaison les uns avec les autres. Nous appelons tout un chacun à faire intervenir ses intérêts propres dans les débats et ainsi élaborer collectivement un projet de société qui nous épargnera de sombrer encore une fois dans les redites syndicales.

PARIS 8 : Discussions dans le hall d'entrée tous les jours de 12H00 à 15H00

Assemblées générales tous les mercredis de 12H00 à 15H00 dans l'amphi A1

Lundi 21 mai : assemblée générale à 19H00

Tract anonyme, Paris 8.

### **Assemblée générale à Dijon mercredi 23 mai**

#### **Sélection, élitisme, augmentation des frais d'inscription, galère de logement, précarité, répression des étudiants immigrés...**

**L'université est-elle en danger ?**

**N'attendons pas qu'il soit trop tard pour nous organiser et débattre**

Face aux attaques programmées du gouvernement Fillon, il est urgent et nécessaire de réagir tous ensemble. Etudiants et personnels sont invités à venir s'informer et débattre sur les quatre thèmes suivants :

l'"autonomie" des universités est-elle autre chose qu'une privatisation déguisée ?

suite à la répression et aux interpellations depuis le 6 mai, faut-il craindre une remise en cause des libertés politiques dans les universités ?

malgré notre victoire contre le CPE, le gouvernement veut-il nous imposer une nouvelle forme de contrat précaire ?

alors que Sarkozy n'a eu de cesse lors de sa campagne de mettre en avant le thème de l'"identité nationale", doit-on craindre toujours plus d'expulsions d'étudiants étrangers ?

**Décidons ensemble lors de cette A.G. des perspectives en terme d'action et d'information**

**Assemblée Générale Etudiants-Personnels Mercredi 23 mai 12 h - Amphi Bianquis (extension Lettres - au dessus des BS de Langues et Histoire)**

Comité de Vigilance de l'Université de Bourgogne

## **6. Bruno Julliard, président de l'UNEF, vante les mérites de Valérie Pécresse, nouvelle ministre de l'enseignement supérieur / recherche**

Valérie Pécresse était l'invitée de France Info lundi 21 mai. :

<http://www.radiofrance.fr/chaines/france-info/chroniques/question/>

Elle a annoncé la réforme de l'université « le plus rapidement possible » n'excluant pas le vote d'une loi dès juillet. Sur la question des frais d'inscription, elle a bafouillé, longuement hésité ... cela veut tout dire. Nous savons à quoi nous attendre : une réforme brutale, avec renforcement de l'autonomie des facs, professionnalisation généralisée des cursus, sélection à l'entrée du master, sélection (ou plutôt « orientation sélective », c'est plus chic) à l'entrée de la fac, etc.

Face à ces projets bien précis de Sarkozy et de Pécresse, que nous raconte Bruno Julliard, président de l'UNEF ?

Il était l'invité de RMC info lundi 21 mai à 13h : <http://www.rmcfinfo.fr/index.php?id=262&idemission=49>

Que pense-t-il de la nomination de Valérie Pécresse : « C'est un bon choix » ; « Il fallait donner un signe d'apaisement » ; « Elle est une femme de dialogue et d'ouverture ».. Après Rachida Dati (avec qui il rigolait de bon cœur sur le « karcher » dans un salon parisien : <http://www.latelelibre.fr/index.php/2007/04/exclusif-la-bonne-blague-de-rachida-dati/>), Julliard a trouvé une nouvelle copine.

Mais Julliard a visiblement beaucoup moins de sympathie pour les étudiants mobilisés. A propos de la grève à Tolbiac, Julliard a répondu : « C'était une attitude anti-démocratique, anti-républicaine ».

Compte-t-il mobiliser ses troupes à la rentrée ? « Ca serait un échec pour moi et pour l'UNEF que d'appeler à une mobilisation » ; « Même à la rentrée, je ne suis même pas sûr qu'on puisse y arriver » ; « la mobilisation, c'est la dernière étape. Aujourd'hui, je ne souhaite même pas l'imaginer ».

En effet, difficile à imaginer alors que Julliard partage en fait les mêmes objectifs que Sarkozy. Julliard a dit qu'il voulait aussi plus de financements privés pour l'université. Il est d'accord pour dire que le fonctionnement est trop archaïque : « Il y a une modernisation de la gouvernance des universités qui est nécessaire » ; « Sur plein de points, on est prêt à avancer » (on avait compris ...)

Julliard se positionne en fait comme un gestionnaire : « On a besoin de plus d'étudiants ». C'est donc parce que les patrons (ceux qui se cachent derrière le « on ») auraient besoin de plus d'étudiants, qu'on aurait toujours le droit de s'inscrire à la fac avec le bac. Pour Julliard, l'accès au savoir est conditionné par les besoins de « l'économie ».

En effet, acceptant de se prêter au questionnaire ridicule de cette émission grotesque, on apprendra que Julliard a très envie de passer une journée au festival de Cannes et de passer ses vacances sur un yacht à Malte (encore un point commun avec Sarkozy ...).

## **7. Conférence de Londres : les ministres de l'éducation de l'Europe se mettent d'accord pour continuer les contre-réformes.**

Tous les deux ans, les ministres de l'éducation des pays de l'Europe (au delà de l'Union Européenne) se réunissent pour faire progresser le processus de Bologne (lancé en 1999 et qui a donné le LMD en France). Après les réunions de 2001, 2003, 2005, s'est tenue le week-end dernier la conférence de Londres.

**Infos sur le processus de Bologne :**

[http://www.coe.int/t/dg4/highereducation/ehea2010/bolognapedestrians\\_FR.asp](http://www.coe.int/t/dg4/highereducation/ehea2010/bolognapedestrians_FR.asp)

[http://fr.wikipedia.org/wiki/Processus\\_de\\_Bologne#2007: La\\_conf.C3.A9rence\\_minist.C3.A9rielle de Londres](http://fr.wikipedia.org/wiki/Processus_de_Bologne#2007:La_conf.C3.A9rence_minist.C3.A9rielle_de_Londres)

Site officiel de la conférence de Londres :

<http://www.dfes.gov.uk/bologna/index.cfm?fuseaction=content.view&CategoryID=23>

European Commission Press Release on the Bologna 5th Ministerial Conference, London 17-18 May 2007

<http://www.dfes.gov.uk/bologna/uploads/documents/CommissionpressreleaseLonMinConf.pdf>

Commenting on the forthcoming London ministerial meeting, **the European Commissioner for Education, Training, Culture and Youth, Ján Figel**, said: *"Bologna reforms are important but Europe should now go beyond them, as universities should also modernise the content of their curricula, create virtual campuses and reform their governance. They should also professionalize their management, diversify their funding and open up to new types of learners, businesses and society at large, in Europe and beyond. Countries should modernise their higher education systems in all their areas of activity - education, research and innovation – making them more coherent, more flexible, and more responsive to the needs of society. These would be great steps towards the goals of the European Higher Education Area as well as the European Research Area."*

### **Communiqué de la conférence de Londres**

<http://www.dfes.gov.uk/bologna/uploads/documents/LC18May07.pdf>

Ce communiqué met l'accent sur « l'assurance qualité », c'est-à-dire sur la nécessité d'approfondir l'évaluation des universités pour que les « clients » puissent avoir la meilleure information sur la qualité du produit que fournissent les universités. Il s'agit d'édifier un marché européen de l'enseignement supérieur où les universités se font concurrence.

*Extraits :*

“The Standards and Guidelines for Quality Assurance in the EHEA adopted in Bergen (ESG) have been a powerful driver of change in relation to quality assurance. All countries have started to implement them and some have made substantial progress. External quality assurance in particular is much better developed than before.”

“We acknowledge the progress made with regard to mutual recognition of accreditation and quality assurance decisions, and encourage continued international cooperation amongst quality assurance agencies.”

“The first European Quality Assurance Forum, jointly organised by EUA, ENQA, EURASHE and ESIB (the E4 Group) in 2006 provided an opportunity to discuss European developments in quality assurance.”

“We thank the E4 Group for responding to our request to further develop the practicalities of setting up a Register of European Higher Education Quality Assurance Agencies. The purpose of the register is to allow all stakeholders and the general public open access to objective information about trustworthy quality assurance agencies that are working in line with the ESG.”

### **Les syndicats collabos approuvent à 100% le processus de Bologne**

L'ESU (anciennement ESIB), qui rassemble des syndicats et associations étudiantes au niveau de l'Europe (dont l'UNEF) approuve des deux mains le processus de Bologne. L'ESIB a fourni une contribution lors de ce sommet : [http://www.dfes.gov.uk/bologna/uploads/documents/BWSE\\_ExecutiveSummary\\_final.pdf](http://www.dfes.gov.uk/bologna/uploads/documents/BWSE_ExecutiveSummary_final.pdf)

Dans cette contribution, l'ESU appuie l'axe essentiel de la Conférence de Londres : “The European Register for Quality Assurance Agencies is widely supported by the national unions of students, as a means to create transparency and reliability in quality assurance.”

**On pourra aussi consulter le point de vue des présidents d'universités européennes :**

[http://www.eua.be/fileadmin/user\\_upload/files/Publications/Final\\_Trends\\_Report\\_May\\_10.pdf](http://www.eua.be/fileadmin/user_upload/files/Publications/Final_Trends_Report_May_10.pdf)

## 8. Forum du syndicalisme de classe et de masse samedi 26 mai à Paris

*La FSE Paris participera à ce forum. Il est très important de renforcer l'unité du syndicalisme de lutte afin de préparer ensemble la riposte à la politique de Sarkozy.*

FORUM du SYNDICALISME de CLASSE et de MASSE Samedi 26 mai 2007 de 9h30 à 18h

Au CICP, 21 ter, rue VOLTAIRE – 75011 PARIS Métro : Nation ou Boulets-Montreuil

A l'appel de collectifs et militants syndicaux

• *Continuer la CGT (CL-CGT) :*

Tél. : 06 08 03 51 88. — Courriel : [continuer.la.cgt@wanadoo.fr](mailto:continuer.la.cgt@wanadoo.fr) — Site : <http://assoc.wanadoo.fr/continuer.la.cgt/>

• *Comité pour un Courant Intersyndical Lutte de classe Anti-bureaucratique (CILCA) :*

Tél. : 06 66 25 16 65 — Courriel : [courantintersyndical1@free.fr](mailto:courantintersyndical1@free.fr) — Site : <http://courantintersyndical.free.fr>

• *Collectif Unitaire pour un Front Syndical de Lutte de classe (CUFSC) :*

Tél. : 02 37 36 44 61 — Courriel : [collectif.syndical.classe@wanadoo.fr](mailto:collectif.syndical.classe@wanadoo.fr) — Site : <http://collectif-syndical-classe.over-blog.com>

• *Collectif Général des Travailleurs (CGT-E) Dalkia :*

Tél. : 01 74 61 19 51 — Courriel : [info@cgtedalkia.com](mailto:info@cgtedalkia.com) Site : <http://www.cgtedalkia.com>

## 9. Face à la répression, il faut constituer un front unitaire

### 9.1 : 4 mois ferme pour Romain ou comment "servir d'exemple"

4 mois ferme pour Romain ou comment "servir d'exemple"

« SERVIR D'EXEMPLE » 4 mois fermes pour un journaliste au casier judiciaire vierge, suite aux manifestations du dimanche 6 mai à Bastille.

Qui est Romain ?

... Un Gaston Lagaffe, certainement pas un activiste ou un casseur. Romain a 29 ans. Originaire de Valenciennes où ses parents enseignants demeurent toujours aujourd'hui, il affiche un parcours sans tache et un casier judiciaire vierge. Après des études de droit et de journalisme, ce fan de musique est amené à travailler pour MCM, M6, Europe 2 TV et divers sites web musicaux. Musicien, bassiste dans un groupe de rock, il joue régulièrement sur Paris. Une personnalité attachante, un grand timide, rêveur, parfois naïf.

Quels sont les faits ?

Domicilié vers l'hôtel de ville, Romain arrive place de la Bastille vers 22h avec 4 amis. Deux d'entre eux étaient avec lui lors de son arrestation aux alentours de 23h50. Qu'ont-ils fait pendant ce laps de temps ? D'abord simples observateurs, ils ont participé à un sitting, ils ont lutté contre les effets immédiats des gaz lacrymo, se sont retrouvés pris au piège entre activistes enragés, casseurs et CRS. Ils ont bien tenté de rentrer chez eux mais les accès menant à Hôtel de Ville étaient bloqués (rue Saint-Antoine et Boulevard Beaumarchais).

A 23h50, une épaisse fumée étouffait Bastille, il régnait beaucoup d'agitation, de confusion. Romain ne pouvait pas se distinguer des autres. Comme une majeure partie des garçons ce soir-là, il porte les cheveux courts, un récurrent pull zippé kaki et quelques poils au menton."

Romain a été interpellé par un policier en civil qui a déclaré l'avoir vu envoyer 3 pavés en direction des policiers (sans blesser personne). Or les 4 personnes qui ont passé la soirée avec lui sont formelles sur ce point : il n'avait aucune intention de jeter de pavé. Les menottes aux poignets en une fraction de seconde, ces amis ont tenté d'intercéder en sa faveur, mais n'ont récolté que des menaces : être embarqué illico ou s'échapper au plus vite.

Romain a ramassé un pavé. L'idée de le conserver comme une relique lui a traversé l'esprit. Logique pour un jeune homme qui se fait dédicacer des disques quand il rencontre un groupe ou un artiste qu'il admire. Logique aussi pour quelqu'un qui faisait à titre personnel un reportage photo des manifestations anti-CPE.

Mercredi 9 mai, comparution immédiate...

Nous avons été plusieurs à nous déplacer, amis et collègues. L'audience a été rapide. Le dossier expédié. À la barre, les témoins n'ont pas été entendus. Le fait que Romain soit intermittent en a fait sourciller plus d'un. Il comparait pour tentative de violence volontaire. Précisons que Romain a été humble, qu'il s'est exprimé clairement et s'est excusé de n'avoir pas saisi la gravité de la situation dimanche soir. Le « dossier N°12 » est traité.

Et maintenant ?

Au lieu du sursis ou des TIG qui nous semblait acquis, Romain a écopé de 4 mois ferme. Son cas a interpellé les journalistes de rédactions nationales présents au palais pour ce couvrir ce type d'affaire.

Aujourd'hui, face à une indignation générale, de la part du public comme de la presse, de plus en plus de rédactions souhaitent recueillir notre témoignage afin d'étayer leur enquête.

Son cas n'est pas isolé, il n'est ni le premier, ni le dernier en France à « servir d'exemple ». Au mauvais endroit, au mauvais moment. Aux dernières nouvelles, il a été incarcéré à Fleury.

Pour lui, comme pour les autres

Même dans des circonstances exceptionnelles telles que celles du dimanche 6 mai, il devrait être question de justice et non d'exemple. Face à une sanction aussi dure pour tout le monde, nous ne comptons pas en rester là. Nous souhaitons nous rapprocher d'autres personnes subissant cette situation pour unir nos actions. Tous les soutiens et relais d'information sont les bienvenus."

pour tout éclaircissement sur l'affaire

Fabienne 06 09 65 70 47 Gonzague 06 62 51 89 87 Ou par mail : quatre.mois@gmail.com Notre Blog <http://rm.blog4ever.com/>

## **9.2 : Répression féroce à Montpellier**

Communiqué de SUD Etudiant Montpellier du 17 mai

### **REPRESSION FEROCHE ET VIOLENCES POLICIERES A MONTPELLIER.**

**Le Comité de Résistance de Montpellier, créé le vendredi 11 mai, avait appelé à une manifestation le 16 mai à 18h00, place de la Comédie, commedans de nombreuses autres villes du pays, journée hautement symbolique d'intronisation du nouveau président. L'objectif de cette manifestation était d'affirmer les revendications de la jeunesse et des travailleurs, de fédérer les luttes face aux mesures du gouvernement Sarkozy, passé et futur, de démontrer que les élections présidentielles ne sont pas une fin en soi, et que les revendications de la population la plus visée par la casse du code du travail, le démantèlement de l'université et par les lois sécuritaires (prévention de la délinquance, expulsions des sans-papiers...), mobilisée lors du mouvement du printemps dernier pour défendre ses droits, devaient être entendues.**

La manifestation, qui réunit 300 personnes, partit pour le Peyrou, avant de décider de prolonger son trajet jusqu'à la gare, avant de remonter vers la Comédie (trajet habituel des manifestations).

Les manifestantes et manifestants bloquèrent alors la ligne du tramway devant une trentaine de policiers casqués, boucliers et matraques au poing.

Un départ de feu sur les pavés de la place (deux cartons, éteints immédiatement par les manifestants) entraîne deux arrestations violentes de la part de Brigade AntiCriminalité, policiers en civils armés de flashballs et de grenades assourdissantes, puis des charges à répétition des policiers en uniformes. **Une manifestante en fauteuil roulant fut renversée** et ceux qui tentaient de la relever furent sauvagement matraqués au visage.

**Les provocations policières se multiplèrent**, chaque arrestation et charge de plus en plus violente poussèrent les jeunes présents à résister comme ils le pouvaient, en jetant quelques bouteilles de verre, projectiles dérisoires face à l'ultra violence des forces répressives alors particulièrement nombreuses. **Plusieurs personnes furent**

**blessées** (plusieurs visages ensanglantés), dont une qui resta inanimée un long moment et deux au moins qui furent emportées par les pompiers. Sept personnes furent interpellées.

Un groupe d'une trentaine de manifestants se dirigea alors vers le commissariat central afin d'obtenir des informations sur les interpellés conduits en garde-à-vue.

Une équipe de France 3, présente, calma les vellétés de la police sortie du commissariat dans l'intention de disperser le groupe. La discussion s'engagea dans un face à face tendu entre policiers la matraque à la main ; **un chien policier sans muselière** se trouvait à deux mètres des jeunes rassemblés, grognant dans leur direction. Une insulte mit le feu aux poudres et déclencha une violence inouïe.

**Le chien fut lâché tandis que les policiers chargeaient.** Les manifestants s'égaillèrent dans toutes les directions mais plusieurs d'entre eux furent matraqués au sol, sans être arrêtés, avant que des voitures de la B.A.C n'arrivent à grande vitesse, bloquant les possibilités de fuite.

La violence déchaînée par la police fut disproportionnée : **personne ne tenta de résister** mais toute personne courant pour s'échapper était rattrapée et matraquée, arrêtée quelques dizaines de mètres plus loin.

Des policiers en civil bloquaient les ruelles adjacentes pour bloquer tout échappatoire. Au moins cinq manifestants furent arrêtés sans d'autre raison que de justifier les pratiques fascisantes de la police, sûre de son impunité dans un quartier vide de tout journaliste et spectateur.

Le total des arrestations fut donc porté à au moins 12, plusieurs personnes furent blessées, faits inédits dans une ville comme Montpellier, réputée comme calme au niveau militant. **Ces pratiques sont à mettre en concomitance avec le nouveau rapport du pouvoir avec les milieux militants et protestataires, et une utilisation de la police comme outil de répression et de défense des intérêts des classes dirigeantes, qui se renforce d'année en année.**

Les réactions de colère des jeunes présents ne furent exercées qu'en réponse aux méthodes honteuses de **la police, qui n'hésitent plus à frapper les personnes handicapées ou les simples passants.** Réactions qui furent en outre bien inférieures à la brutalité de ce que nous tenons à nommer les milices du pouvoir économique et politique.

SUD-Etudiant condamne les méthodes violentes, fascisantes et dangereuses utilisées par les « forces de l'ordre » lors d'une manifestation de protestation qui resta pacifique jusqu'à leur intervention.

**SUD-Etudiant condamne ce que nous qualifions de bavures policières et la violence gratuite pratiquées en toute impunité devant le commissariat central.**

**Nous exigeons la libération immédiate des manifestants arrêtés** dans la soirée du 16 mai, et l'arrêt de toutes les poursuites à leur encontre.

Contacts SUD Etudiant Montpellier : Ben 06 18 95 42 64 Guillaume 06 62 39 23 43

### **9.3 : Appel pour la réunion contre la répression jeudi 24 mai 18h30**

## **APPEL POUR LA REUNION CONTRE LA REPRESSION JEUDI 24 MAI 2007 18H30**

(BOURSE DU TRAVAIL METRO REPUBLIQUE)

La récente vague d'arrestations-comparutions immédiates-condamnations, consécutive à la répression du mouvement dit "anti-Sarkozy" a rendu nécessaire une initiative pour organiser la résistance et la défense des interpellés et poursuivis.

C'est l'objet premier de la réunion du jeudi 24 mai. L'A.G.E.N rejoint cette initiative et invite ceux et celles qui combattent la répression des mouvements sociaux à participer à cette réunion.

Dans la même perspective de lutte, l'Assemblée Générale qui s'est tenue au C.I.C.P le mercredi 16 mai a constaté que ces dernières années, du mouvement contre la loi Fillon au mouvement dit "anti-CPE", du couvre-feu sur les quartiers populaires aux crimes policiers, des rafles de sans-papiers aux expulsions, une répression généralisée frappe les révoltes sociales et les plus opprimés. L'Assemblée Générale du C.I.C.P a donc préconisé de regrouper les initiatives, aujourd'hui éparses, concernant la lutte contre la répression.

Ceci est aussi utile à l'échelle immédiate pour notre défense qu'à plus long terme afin de créer un rapport de force réel sur la durée. Il nous faut donc favoriser une unité de lutte, regrouper les cas, lier les secteurs en lutte et surtout sortir de l'isolement et d'un certain émiettement.

La classe dominante est inflexible, soyons déterminés. depuis plusieurs semaines l'A.G.E.N appelle à la création d'un front unique contre la répression dont une pièce maîtresse ne peut être qu'un Secours Etudiant Lycéen qui doit voir le jour rapidement.

Plus que jamais nous devons lutter contre la répression administrative et politique qui sévit sur les campus de France (Naïma à Nanterre, Yacine à Montpellier, Samy à Lyon, Tours, Toulouse, Rennes Lilles...); contre les poursuites pour délits de solidarité et aux côtés des luttes de travailleurs sévèrement frappés.

**TOUS UNIS CONTRE LA REPRESSION!**

**CONSTRUISONS UN FRONT UNIQUE CONTRE LA REPRESSION!**

[agenparis10@hotmail.com](mailto:agenparis10@hotmail.com)

[www.agen-nanterre.net](http://www.agen-nanterre.net)